



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour les affaires régionales**
Plateforme régionale des achats

**ACCORD-CADRE POUR PETITS TRAVAUX D'ENTRETIEN (PTE)
SUR LES SITES DES SERVICES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT
EN NOUVELLE-AQUITAINE**

ANNEXE 1 au CCTP

Protocole de sécurité

PROTOCOLE DE SÉCURITÉ

établi en application du décret n° 92-158 du 20 février 1992

Article 1 – Preamble

Dans le cadre du présent accord-cadre, lors de chaque opération, le service bénéficiaire précise les dispositions réglementaires applicables à l'opération en matière d'hygiène sécurité et protection de la santé, à savoir :

- soit le décret du 26 décembre 1994 avec désignation, par le service prescripteur, d'un Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (SPS) ;
- soit le décret du 20 février 1992 avec coordination générale en matière d'hygiène, sécurité et protection de la santé assurée par le service bénéficiaire (service déconcentré de l'État).

Article 2 – Objet du présent protocole de sécurité

Le présent protocole de sécurité (PS) a pour objet de définir les dispositions que le service bénéficiaire doit assurer au titre de la coordination générale, lors des opérations soumises aux dispositions du décret du 20 février 1992.

On entend par « opération » une ou plusieurs prestations de services ou de travaux réalisées par une ou plusieurs entreprises, afin de concourir à un même objectif.

Article 3 – Classification des opérations

Les opérations sont classées en trois types par le service prescripteur, à savoir :

- **Opérations de type 1** : travaux concernant des « petites interventions ». On entend par petite intervention la réalisation d'une opération par une seule entreprise signataire du protocole de sécurité, et dont la durée d'exécution n'excède pas une journée.
- **Opérations de type 2** : travaux à effectuer par une ou plusieurs entreprises (y compris sous-traitants), représentant un nombre total d'heures de travail prévisible inférieur à quatre cents (400) heures, et en l'absence de « travaux dangereux » faisant l'objet de l'arrêté du 19 mars 1993.
- **Opérations de type 3** : travaux à effectuer par une ou plusieurs entreprises (y compris sous-traitants), représentant un nombre total d'heures de travail prévisible supérieur à quatre cents (400) heures ou comprenant des « travaux dangereux » faisant l'objet de l'arrêté du 19 mars 1993 et, dans ce dernier cas, quel que soit le nombre total d'heures de travail prévisible.

INFORMATIONS IMPORTANTES

- Avant l'inspection commune, le titulaire doit obligatoirement fournir au représentant du service bénéficiaire le mode opératoire envisagé, et les fiches techniques des produits mis en œuvre.
- **Si le maître d'ouvrage fournit les contrôles des points d'ancrage et lignes de vie existant sur un bâtiment, ils pourront être utilisés par les intervenants du titulaire pour la fixation des équipements de protection individuelle (EPI).**

Article 4 – Dispositions pour les opérations de type 1

La procédure est identique à celle d'une opération de type 2, à l'exception du compte-rendu d'inspection commune qui est remplacé par un **plan de prévention** écrit et joint dans le registre d'exploitation.

Article 5 – Dispositions pour les opérations de type 2

Le représentant de l'entreprise utilisatrice organise obligatoirement une inspection commune des lieux de travail, des installations qui s'y trouvent et des matériels, en présence du chef d'établissement.

Au cours de cette inspection commune et au vu des informations recueillies, les chefs des entreprises (utilisatrice et extérieure(s)) procèdent en commun à une analyse des risques pouvant résulter :

- de l'interférence entre l'intervention des entreprises extérieures et l'activité de l'établissement,
- de l'interférence entre l'intervention des entreprises extérieures et les installations et matériels qui se trouvent dans l'établissement,
- de la co-activité entre les entreprises extérieures,
- éventuellement, de l'interactivité entre plusieurs opérations réalisées simultanément dans le même établissement.

À ce titre, chaque chef d'entreprise extérieure s'engage à appliquer les dispositions du présent protocole de sécurité, à participer à cette inspection commune et à communiquer préalablement au représentant de l'entreprise utilisatrice (service déconcentré de L'État) :

- le nom de l'agent à qui il entend déléguer ses attributions,
- la date à laquelle il pense démarrer effectivement les travaux,
- la durée prévisible des travaux,
- le nombre prévisible de travailleurs affectés à ces travaux,
- le nombre et la liste nominative des postes occupés par les travailleurs susceptibles de relever de la surveillance médicale particulière,
- le nom et la qualification de la personne chargée de diriger les travaux,
- les noms et références des sous-traitants éventuels et l'identification des travaux sous-traités,
- les modes opératoires retenus avec phasage éventuel de l'intervention,
- les matériels et engins utilisés.

Un **compte-rendu** écrit de cette inspection commune est rédigé par le représentant de l'entreprise utilisatrice (service déconcentré de l'État). Ce compte-rendu est signé par chaque chef d'entreprise extérieure (ou son représentant ayant délégation) et joint dans le registre d'exploitation.